

Ici AUSSI, de l'argent il y en a!

Lorsqu'un chômeur sur deux n'est toujours pas indemnisé !

Lorsque l'Accord UNEDIC du 22 mars dernier, aggrave déjà depuis le 01 juillet les conditions de vie de milliers de chômeurs, poussés à accepter toujours plus de flexibilité avec toujours moins de protection sociale !

Lorsque le gouvernement stigmatise les chômeurs chaque jour un peu plus, au lieu de s'attaquer aux fraudes aux cotisations sociales des grandes entreprises françaises !

Lorsque nous sommes invités à faire le « Bilan d'étape » de tables de concertation qui ne sont en aucun cas des tables de négociation et qui n'ont pour l'instant apporté aucune avancée!

Lorsque les experts indépendants de cette commission n'ont toujours pas les chiffres bruts de l'UNEDIC pour commencer leur expertise!

Et tout cela alors qu'aujourd'hui 1er octobre 2014, l'INTEGRALITE de l'accord UNEDIC du 22 mars rentre officiellement en application.

Des centaines de chômeurs, intérimaires, intermittents, salariés du public et du privé, retraités ou encore étudiants, ont donc décidé d'occuper le podium d'un défilé de la fashion week.

**Nous sommes ici dans une volonté déterminée de recourir au blocage économique** dans toutes ses formes, pour rappeler que nous n'entendons pas accepter la casse des droits sociaux des chômeurs, précaires, intermittents et intérimaires!

Puisque nos gouvernants et le MEDEF n'entendent que le rapport de force économique, nous le créons ici lors de ce défilé où le moindre manteau coûte plus de 9000 euros.

De l'argent il y en a bien ici! Les mesures d'austérité ne s'appliquent pas ici!

En effet, la crise n'est qu'un prétexte pour continuer à enrichir les plus riches à coup de réformes, accords ou autres « pactes de responsabilité » sur le dos des plus précaires!

Monsieur Rebsamen demande le renforcement du contrôle des chômeurs : nous lui répondons qu'il ferait mieux de contrôler les fraudes des employeurs sur le paiement des cotisations sociales qui coûtent plus de 20 milliards d'euros par an.

Arrêtez de dire que les précaires sont responsables du déficit de la protection sociale, c'est un mensonge !

**Nous demandons l'abrogation de la nouvelle convention d'assurance chômage** visant à faire des économies sur le dos des seuls chômeurs et précaires, en les stigmatisant.

Monsieur Valls offre un pacte de « responsabilité » aux entreprises pour favoriser la compétitivité et l'emploi, alors que ces dernières versent 30% de dividendes supplémentaires à leurs actionnaires au second trimestre 2014 et demandent par ailleurs à pouvoir embaucher en dessous du SMIC pour s'en sortir.

Ce n'est plus de la provocation, c'est de l'indécence !

Nous ne croyons pas en votre « crise » et ne voulons pas d'un plein-emploi précaire! **Nous exigeons que notre modèle de protection sociale accompagne la discontinuité de l'emploi, les contrats courts, l'intérim, et qu'il soit discuté avec les premiers concernés.**

**Nous demandons la transparence des comptes de l'UNEDIC** et exigeons que les chiffres bruts soient communiqués pour expertise.

Monsieur Hollande, alors que l'INSEE vient de publier un rapport présentant une instabilité et une précarisation croissante des conditions d'emploi, **nous demandons que la question de l'assurance chômage devienne un débat national et que le modèle d'indemnisation soit repensé afin que 100% des chômeurs soient indemnisés.**

**Nous avons des propositions et tant qu'elles ne seront pas entendues, nos actions ne connaîtront pas de pause!**